

**LOURDES 30 MAI 2015**

## **DEFILE POUR LA DEFENSE DES HOPITAUX ET DES SERVICES PUBLICS**

### **Intervention de Bruno Gay-Capdevielle devant le Palais des Congrès**

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Au moment de clôturer ces deux jours de mobilisation pour la défense et le développement des hôpitaux et de l'ensemble des services publics, permettez-moi une nouvelle fois de remercier celles et ceux sans qui ces grands moments d'échange et de partage n'auraient pu voir le jour. En premier lieu, **Madame Bourdeu, Maire de Lourdes, l'ensemble des services de la ville, le commissariat de Lourdes et la police municipale**, qui ont tout fait pour nous faciliter la tâche et nous aider dans l'organisation de la réunion publique d'hier et du défilé d'aujourd'hui. Merci beaucoup pour votre aide précieuse.

Et puis, comment ne pas remercier **toutes les organisations membres du Collectif Hôpitaux Santé 65** qui, depuis plusieurs années et malgré leurs divergences, se battent collectivement pour une cause qui les unit : la défense des quatre hôpitaux publics de notre département. Ils ont fait un travail remarquable ces quinze derniers jours, pour faire de ces deux rendez-vous exceptionnels, une véritable réussite populaire. Merci beaucoup à vous tous. Et un grand merci à l'UD-CGT pour nous avoir une nouvelle fois prêté leur camion sono.

Après ces sincères remerciements, permettez-moi de revenir brièvement sur **ce qui nous réunit aujourd'hui et nous maintien debout dans la tourmente : la défense du service public et l'esprit de Résistance.**

Comme disait un joli slogan au début des années 2000, la santé n'est pas une marchandise. Pas plus d'ailleurs que l'ensemble des autres services publics. Seulement voilà. Les libéraux de tous bords ont décidé que **rien ne devait échapper à l'appétit toujours plus vorace d'un capitalisme financier mortifère pour l'humanité toute entière et les écosystèmes de notre planète.**

Derrière leur forteresse, loin du regard des citoyens, sans aucun contrôle démocratique, et sous l'emprise de puissants lobbies, des instances internationales comme l'Organisation Mondiale du Commerce, le Fond Monétaire International, ou la Commission Européenne, ont décidé que **l'ensemble des biens et des services seraient désormais considérés comme de la marchandise soumise aux lois du marché.** Refusant le combat, et grâce à des alliances politiques contre-nature, la quasi totalité des parlements européens décidèrent, **parfois contre la volonté du peuple souverain, de faire de la concurrence libre et non faussée et de la privatisation des biens communs, des éléments essentiels de leur constitution nationale et de leur politique économique.**

Diminuer les ressources financières et humaines du secteur public, pour ne pas lui permettre de remplir ses missions aux services de tous les citoyens, est un moyen bien connu pour orienter les usagers vers le secteur privé. Cette privatisation qui ne dit pas son nom, est à l'œuvre depuis des années, par exemple dans le monde de la santé et de l'éducation, pour le plus grand profil des cliniques et des écoles privées. Pour finir d'en être convaincu, il suffit d'imaginer les ravages que provoqueront dans le secteur hospitalier, la suppression de 22000 postes qui s'ajoutera aux contre-réformes de la loi Bachelot, et de constater en parallèle le développement de grands groupes de cliniques privées détenues dans la majorité des cas par des fonds de pension demandant une rentabilité à 2 chiffres. Dans les Hautes-Pyrénées, avec les fermetures de services dans les hôpitaux publics et le quasi monopole de la clinique privée dans certaines spécialités rentables comme la cardiologie, peut-on encore parler d'égalité d'accès aux soins, au vu des dépassements d'honoraire pratiqués et de la sélection des patients mise en place par le secteur privé ? Si la majorité des décisions prises par les gouvernements successifs dans le domaine de la santé, **répondent d'abord à une préoccupation financière et ont souvent pour objectif final la suppression de personnels hospitaliers**, les salariés du secteur privé de santé sont aussi confrontés aux pires difficultés liées à la recherche du profil maximum. Je le redis haut et fort : si nous combattons ce système inégalitaire qui met en concurrence les établissements des secteurs publics entre eux et avec le privé, **nous partageons les souffrances de nos collègues de tous les établissements privés**, et nous sommes bien sur solidaires de leurs combats légitimes. En parlant de solidarité, ayons aussi une pensée pour les salariés et leur famille des sociétés SEB et MICROCAST qui se battent actuellement pour leur survie. Leur combat est aussi le notre, pour le droit de tous à vivre et travailler au pays.

Madame, Monsieur,

il y a quelques jours, le 8 mai, nous célébrions le 70<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la 2<sup>nd</sup> Guerre Mondiale, qui a fait plus de 50 millions de morts militaires et majoritairement civils. Un an avant ce 8 mai 1945, à Alger, le **Gouvernement Provisoire de la République Française**, issu des mouvements de Résistance, voyait le jour et allait mettre en place jusqu'à la fin de la guerre et pendant les premiers mois de paix qui suivirent cette tragédie, **le programme du Conseil National de la Résistance, notamment à l'origine de la création de la Sécurité Sociale par Ambroise Croizat et ses amis.**

Le discrédit du grand patronat français à la fin de la guerre, impliqué dans de nombreux cas de collaboration avec le régime de Vichy et la force occupante, et **l'aura de celles et ceux qui avaient su résister et unir leurs forces**, ont permis d'imposer au patronat ce programme du CNR écrit pendant la guerre et joliment appelé "**LES JOURS HEUREUX**". N'ayant jamais accepté cet affront et rêvant secrètement d'une revanche, le patronat et ses représentants politiques ont, pendant des années, tout fait pour réduire en miette les avancées sociales et sociétales qu'avait instauré ce magnifique programme. D'ailleurs, quelques mois après l'élection de M Sarkozy, Denis Kessler, ancien n°2 et idéologue du MEDEF de 1994 à 1998 ne faisait-il pas cet aveu incroyable de sincérité ? *«Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. [...] Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.»* Et plus loin *« La liste des réformes? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance! ».*

Face à l'attaque frontale de réactionnaires sans scrupule et sans mémoire, cela ne suffit pas d'honorer l'esprit de Résistance en rendant un **hommage national à quatre formidables résistants, Germaine Tillion, Geneviève De Gaulle-Antonioz, Pierre Brossolette et Jean Zay.**

C'est très bien de faire entrer des morts glorieux au Panthéon, **cela serait encore mieux, Monsieur le Président de la République, de comprendre pourquoi ils ont vécu et de s'en inspirer.**

**Arrêtons de fouler au pied le programme du Conseil National de la Résistance.** Inspirons-nous de ces héros qui ont combattu l'extrême-droite et le nazisme, tout en préparant les conditions nécessaires au retour des jours heureux pour les générations futures. **Nous leur sommes redevables d'avoir résisté, ne les trahissons pas.**

Mesdames, Messieurs les élus, merci d'avoir répondu à notre appel. **Soyez nos porte-paroles jusqu'au plus haut sommet de l'état et dans toutes les assemblées.** L'heure est grave ! Si rien ne change malgré le changement annoncé, **la frustration et la colère se transformeront à nouveau en ouragan électoral.** Et la bête immonde, avec ou sans perruque blonde, avec ou sans rouge à lèvres, ressortira des ténèbres de l'Histoire pour s'abattre à nouveau sur des démocraties chancelantes.

**"Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent" (Victor Hugo)**

**Merci et à bientôt, le combat continue.**